

A black and white portrait of Bernard Pasqualini, an older man with grey hair and a goatee, looking directly at the camera with a serious expression. He is wearing a dark, textured jacket.

BERNARD PASQUALINI

Si ma police vous était contée

*De Carlos aux émeutes en banlieue,
35 ans de flicailles*

Pygmalion

Extrait de la publication

BERNARD PASQUALINI

Si ma police vous était contée

*De Carlos aux émeutes en banlieue,
35 ans de flicailles*

Entré dans la police par hasard, « Pasqua » apprend le métier en battant le pavé parisien de Saint-Germain-des-Prés durant les seventies. Son quotidien d'inspecteur le mène à côtoyer un commissaire étonnant, un collègue pas très net, des vedettes du show business, des petits voleurs à l'étalage... et à se retrouver, un triste jour, l'un des premiers sur les lieux d'un carnage terroriste.

Puis l'inspecteur se fait remarquer et entre au saint des saints, au quai des Orfèvres, à la police judiciaire : là, il devient partie intégrante de la prestigieuse brigade criminelle. Arpentant les couloirs du « 36 », Bernard Pasqualini sera au cœur des plus grandes affaires : l'assassinat du duc de Broglie, l'enlèvement du baron Empain, l'attentat de la rue Copernic, la guérilla d'Action directe, les braquages du gang des Postiches... Tout en enquêtant, aussi, sur des affaires qui n'ont pas fait l'actualité mais valent leur pesant d'or, telles le cadavre à l'œil de verre ou les ravisseurs au tapis...

En 1994, « Pasqua » intègre l'anti-terrorisme, connaît la guerre des polices et les attentats de 1995. Puis ce sera la banlieue, le « neuf-trois », l'enquête sur une discothèque singulière ou les émeutes des cités qu'il vivra en direct.

Le parcours de Bernard Pasqualini ? Trente-cinq années passionnantes d'une vie de flic pour le pire comme pour le meilleur.

Le commissaire Bernard Pasqualini nous livre ici une autobiographie sans compromis ni faux-semblants sur les coulisses de la police judiciaire.

Pygmalion

Si ma police
vous était contée

COMMISSAIRE
BERNARD PASQUALINI

Si ma police
vous était contée

De Carlos aux émeutes en banlieue,
35 ans de flicailles



Pygmalion

Avec la collaboration de Matthieu Frachon

Sur simple demande adressée à Pygmalion,
87 quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue qui vous tiendra au
courant de nos dernières publications.

© 2013, Pygmalion, département de Flammarion.
ISBN : 978-2-0812-3755-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À Mattéa, Léria, Antoine et Thomas

« La police se fait sur le terrain au plus près des hommes, mais les carrières se font dans les salons. »

La Bruyère

« Ils n'avaient, il fallait en convenir, rien : aucun mobile évident, aucun témoignage, aucune piste. Ça menaçait d'être une de ces affaires pénibles, caractérisées par un dossier vide qui attendent parfois des années leur solution – quand elles la trouvent. »

Michel Houellebecq

« Il n'y a pas de police facile. Si la police était facile, il n'y aurait pas besoin de police. »

Dominique Monjardet

Prologue

Permettez-moi de me présenter

Certains métiers fascinent, le mien fait partie du nombre.

— Mais dites-moi, pourquoi êtes-vous devenu policier ?

Cette question est récurrente, habituelle. Je crois que chaque flic a sa réponse, son itinéraire. Le mien est un peu sinueux, étonnant, pas vraiment tracé selon les critères d'une carrière classique.

Quand je raconte mes histoires, la réaction est toujours la même :

— Tu devrais écrire un livre !

Mes amis journalistes, à commencer par Rémy Bellon de l'AFP sans qui ce livre n'existerait pas, me poussaient à prendre le stylo. Dans les écoles de journalisme, les divers endroits où j'intervenais, j'entends toujours la même rengaine : « Vous devriez écrire », « Alors, vous écrivez quand ? »

Si ma police vous était contée

À force, l'idée a fini par s'imposer. Alors j'ai ouvert la boîte à souvenirs, consulté mes archives. J'ai dû faire un peu la poussière, relire de vieilles coupures de presse, revoir des émissions de télé. Parfois j'ai souri, parfois j'étais ému. Et, au final, je me suis dit que ma police méritait d'être racontée, comme je l'ai vécue, du plus simple au plus difficile.

*

Jeune Niçois monté à Paris, j'ai appris mon métier en battant le pavé, en interrogeant les concierges. On voit de tout dans ces commissariats, l'humanité entière y défile. J'ai franchi la porte du 36, le saint des saints, le Quai des Orfèvres. Mes années à la criminelle furent intenses, j'ai couru après un œil de verre, assisté à la traque des ravisseurs du baron Empain... La crim' est une redoutable machine, un rouleau compresseur, très exigeante avec ses hommes.

La suite aurait pu être taillée sur mesure, mais je suis devenu commissaire, j'ai bougé, connu la brigade des stupés, celle du 93, l'antiterrorisme, sous les ordres d'un chef... particulier. Et puis, il y a le gang des Postiches, Action directe, le boxeur assassin, la banlieue, la came, Jean-Luc Lahaye, les émeutes de 2006, le scooter sarkozien...

*

Un jour, le « Bubar » (mon surnom à vie, pour cause de barbe) a rendu sa carte, rangé les

Extrait de la publication

Prologue

menottes, lâché le métier. Mais je reste un flic ; dans mes gestes, mes attitudes, mon esprit. Un flic passionné, qui n'a pas tout à fait dételé. Ce livre est donc aussi pour ma famille, qui a été souvent tenue à l'écart de cette vie professionnelle si riche.

Voici ces histoires, ces hommes et femmes que j'ai croisés. Certains ont fait la une des journaux, d'autres sont restés dans l'ombre. Parfois terrifiants, émouvants, déroutants, ces personnes sont la vie, une part de nous, sombre ou plus riante. Mes émotions sont là, encore bien présentes, colère, dégoût, rire, tristesse, découragement... Ce sont aussi de nombreuses questions que je me pose encore, des débuts de réponses sur notre société, le crime, les voyous, la police.

C'est en tout cas la vie, ma vie...

Le « bubar » vous salue bien.

Commissaire Bernard Pasqualini.

1

21 nuits, 21 jours

La banlieue s'enflamme

La banlieue, je connais !

En 1994, j'étais à la police judiciaire de Bobigny, aux stupés ; j'ai sillonné le 9-3, hanté les bureaux minables dévolus à la PJ, fait du terrain, encore et toujours du terrain. Pailleron, ça vous dit quelque chose ? Cet architecte est entré dans l'histoire par la mauvaise porte. Dans les années soixante-dix, un collège de sa conception, du provisoire, du carton-pâte, avait brûlé comme une torche, provoquant la mort de dizaines de collégiens. Or c'est un bâtiment de ce type qui abrite la police de Seine-Saint-Denis. Et c'est dans ces locaux que je reviens en 2001, comme patron de la Sûreté départementale.

Ne croyez pas que ce soit une punition : j'ai postulé et demandé cette affectation. Je voulais terminer ma carrière « au front » ! La SD (la police adore les acronymes) est un maillon entre la sécurité publique, la police des rues, et la PJ.

Extrait de la publication

Si ma police vous était contée

Or ma mission s'annonçait passionnante, il fallait travailler sur la délinquance, celle du quotidien, sur toutes ces enquêtes que la PJ ne peut pas effectuer, à la croisée des chemins entre la voie publique, l'insécurité et la criminalité.

À cette époque, la PJ ne fonctionne pas à plein dans le domaine des violences urbaines, et mon service lui « fait la nique » à de nombreuses reprises. Je me souviens notamment d'une affaire de trafic d'armes à Montreuil qui les a un peu fait tousser.

J'effectue donc mon travail, au sein de ce département du 93 qui alimente tous les fantasmes, où se côtoient les caïds, les gamins perdus, des gens ordinaires, abandonnés depuis trop longtemps.

En octobre 2005, rien ne laisse présager une explosion de la banlieue, Vingt et un jours et vingt et une nuits d'émeutes, d'affrontements, de voitures brûlées. Vingt et une nuits rythmées par le bruit des explosions, les courses-poursuites, les crachotements des radios, les sirènes des pompiers... Et les vingt et un jours passés à décompter les blessés, les voitures brûlées, les dégâts, à interpellier, interroger, à se réunir pour faire face, sans comprendre.

Qui a inventé le terme d'« émeutes urbaines » ?

Quand ? Pourquoi ?

Je ne sais pas.

Ce que je sais avec certitude, c'est qu'elles restent à jamais gravées dans ma mémoire, et m'ont occupé vingt et une nuits. Vingt et un jours. Sans discontinuer. Un siècle.

21 nuits, 21 jours

*

Ce petit matin-là, ce 28 octobre, le téléphone sonne chez moi. Mon directeur Jacques Méric, qui dirige l'ensemble de la police du 9-3, est au bout du fil.

— Bernard, on a un gros problème ! Cette nuit une « courette » entre des gardiens de la paix et des jeunes a mal tourné : trois gamins se sont réfugiés dans un transformateur EDF, deux sont morts électrocutés, le troisième est à l'hôpital...

Je pressens immédiatement la cascade de réactions que cette tragédie a entraînée. Quelques mois auparavant, un contrôle de voiture ayant dégénéré avait donné lieu à deux nuits agitées à Aubervilliers. Méric me donne le bilan de la nuit : vingt-trois voitures brûlées, un policier légèrement blessé, une école maternelle incendiée. Puis il enchaîne :

— On n'a pas plus détails sur la mort des deux garçons, c'est assez flou, nous en saurons plus, j'espère, lors de la réunion d'état-major de tout à l'heure.

La réunion habituelle du vendredi, celle qui fait le point, une routine placée sous le signe du drame ce 28 octobre. Dans le monde des cités tout prend vite de l'ampleur. Il va falloir vite réagir, prendre la mesure des événements, communiquer, faire la part des rumeurs venues de « radio banlieue » Dans la voiture, mes pensées se bousculent, je sais qu'on a franchi un cap, la situation est grave.

Si ma police vous était contée

À Bobigny, dans le bureau de Méric, la tension est palpable, c'est un conseil de guerre, tous les visages sont fermés. Le commissaire de nuit fait le point, donne tous les faits. La PJ est chargée de l'enquête, il faut agir vite, éteindre l'incendie avant que tout s'embrase.

Dans l'antichambre, deux des policiers acteurs de la poursuite fatale patientent. Ils entrent, sont fatigués, les traits tirés, se retrouvent face aux huiles du département. Ils expliquent, ou tentent de le faire. Appelés à la suite d'un vol sur un chantier, ils ont poursuivi un groupe, une « courrette » classique en banlieue. Une autre voiture de police semble être intervenue ainsi qu'un véhicule de pompiers. Ensuite, tout est embrouillé, confus.

— On les a poursuivis, ils ont disparu.

— Vous ne les avez plus revus ?

— Non, à aucun moment.

— Donc vous ne saviez pas qu'ils s'étaient réfugiés dans un transformateur.

— Non.

Méric les renvoie dans leur service. On fait le point, le week-end s'annonce chaud, il faut demander des renforts !

*

Je vais sur le terrain immédiatement voir l'école qui a brûlé, faire les constatations. Jacques Méric rédige son rapport, il n'imagine pas que ce dernier lui reviendra comme un boomerang. Il s'agit donc de reconstituer au plus vite ce puzzle,

21 nuits, 21 jours

rassembler les informations ; et ce d'autant que la hiérarchie, du préfet au cabinet du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, demande des comptes. On va reprocher à Méric un exposé incomplet – facile à dire, mais nous n'avions rien de tangible, d'avéré. Seule certitude : la nouvelle de la mort des deux adolescents s'est répandue dans le quartier sensible du Chêne-Pointu, où des violences ont aussitôt éclaté.

Le soir, je suis de permanence, départementale, pas sur le terrain, mais joignable. Les renforts sont à pied d'œuvre, le dispositif spécial est en place. Je quitte mon bureau, je prends le rond-point, les enfants viennent dîner à la maison. Mais je suis troublé, une petite voix trotte dans ma tête, je passe un coup de fil chez moi :

— Écoute, je ne sens pas la soirée, je vais aller sur le terrain à Clichy.

Ma femme est habituée ; comme la plupart des épouses de flics, elle sait qu'il est inutile de tenter de me faire rentrer à la maison.

*

À peine ai-je raccroché que ma radio crachote :

— TN 93 (l'état-major), de TL 854.

— De TN 93, parlez.

— Un fourgon de CRS vient d'essuyer un tir.

Je suis stupéfait : c'est la première fois que j'entends cela, la première fois que des armes à feu sont utilisées lors de violences urbaines, la première fois contre des policiers. Je pense :

Si ma police vous était contée

« Mais c'est la guerre. » Comment gérer une telle situation ? Est-on seulement équipé pour réagir ? Je n'en mène pas large, surtout lorsqu'une voix à la radio annonce :

— Ici TL 854, je regroupe les effectifs en vue d'une opération de sécurisation.

J'interviens immédiatement sur les ondes :

— Ici TI 896, négatif. Regroupez-vous au PC, j'arrive, on va évaluer la situation.

Je soupire, une intervention à chaud n'est pas envisageable, il faut se poser, étudier nos options, voir le terrain.

Je fonce vers le PC, la caserne des pompiers de Clichy-sous-Bois.

J'arrive, j'examine le fourgon touché, j'écarquille les yeux :

— Mais c'est au moins du 9 mm !

Je frémis en regardant l'impact, sur un montant de porte, à quelques centimètres de la tête d'un CRS assis à l'arrière. Le Citroën Jumper étant en train de rouler entre deux barres d'immeubles, il est impossible de déterminer d'où venait le tir.

— Tout le monde en place, on y va !

*

Les CRS et CDI (compagnies départementales d'intervention) progressent en contrebas de la caserne. Une barricade est en train de se dresser rue Maurice-Audin.

On a droit à un caillassage en règle, nous ripostons avec des grenades. Les émeutiers sont

21 nuits, 21 jours

à quelques mètres de nous, mais je ne veux pas pour l'instant que nous les dispersions – bien que j'en meure d'envie : à la moindre charge, ils se réfugieraient dans les immeubles, des pièges pour nous.

— Restons groupés, répondez avec les Cougar (des lanceurs de grenades).

L'une des grenades heurte une branche de peupliers, tombe sur un balcon d'immeuble et met le feu. J'empoigne ma radio, je demande l'intervention des pompiers.

— Incendie sur un balcon.

Je donne l'adresse, mais je regarde la rue : elle est totalement bloquée, jamais les pompiers ne passeront !

Tout se bouscule dans ma tête : « Mais que fait donc le locataire de l'appartement ? Il suffirait d'un seau d'eau pour stopper les flammes... »

Les minutes sont interminables et, derrière nous, de petits rassemblements s'organisent, la vue des flammes attise la colère.

D'un seul coup, le feu s'éteint, quelques volutes de fumée, plus rien, soulagement ; je ne saurai jamais ce qu'il s'est passé sur ce balcon. Mais lorsque j'y repense, j'en ai encore des sueurs froides, car les conséquences de cet « incident » auraient pu être dramatiques.

*

J'ai d'autres raisons de m'inquiéter, notre groupe est pris à revers, on se trouve dans la pire des situations : entre deux feux. De plus la colère

Extrait de la publication

Si ma police vous était contée

monte ; selon « radio banlieue » le troisième jeune qui a été blessé dans l'affaire du transformateur serait mort. Je veux démentir, tenter le dialogue, mais c'est impossible.

Soudain, une scène digne d'un western époque John Wayne se produit. La cavalerie arrive ! Ou plutôt la diplomatie, des responsables communautaires, d'associations et élus rencontrés quelques heures auparavant à la mairie, et qui, immédiatement, viennent à mes côtés, affirment que le troisième garçon est toujours vivant et appellent au calme. Leur autorité reconnue fait baisser la tension. Les affrontements cessent peu à peu. Des petits groupes, les mains dans les poches, capuches rabaissées, déambulent dans les allées de la cité du Chêne-Pointu. Probablement nos « belligérants », que je fais contrôler de manière systématique, et à qui je lance sans bien réfléchir, évoquant une époque révolue et dont ils n'ont peut-être jamais entendu parler :

— Rentrez chez vous, le spectacle est fini, c'est le couvre-feu !

Je suis un visionnaire, car cette histoire de couvre-feu sera mise en place dans les prochains jours, avec plus ou moins de réussite et une grosse polémique.

Le « spectacle » ne faisait que commencer !

*

Les nuits s'enchaînent. Au petit matin, le même paysage de désolation s'offre à nous : épaves calcinées, traces d'explosions, bilan des

21 nuits, 21 jours

blessés, journalistes qui se pressent dans les commissariats... Je dois gérer les procédures judiciaires, celles des gardés à vue, des quelques personnes prises en flagrant délit ou interpellées plus tard. Pas d'aveux, évidemment, même s'ils sont reconnus par les policiers. Parole contre parole. La plupart étaient masqués ou cagoulés, seuls leurs vêtements peuvent nous permettre de les identifier, de les « accrocher ». Mais, là aussi, ils ont su s'adapter, changeant de blouson. Le « grand Black avec un survêtement Adidas » du rapport de police s'est débarrassé de ses fringues reconnaissables. Malin ! Nous avons bien essayé de trouver des traces d'essence, mais la fiabilité des tests est incertaine et les juges n'ont pas été convaincus. Or ma priorité c'est le judiciaire, d'amener le maximum d'émeutiers devant la justice.

*

Chaque soir, je prends place dans le rudimentaire car de commandement. Un PC mobile prêté par la préfecture de police, pas de la première jeunesse ! On pourrait même dire que la PP nous a généreusement alloué un fourgon très fatigué. Il n'y a pas assez de sièges et j'utilise un vieux fauteuil de jardin récupéré dans les décombres du poste de police incendié la veille.

*

Le premier soir, nous nous retrouvons sourds et aveugles : la radio et l'unique néon d'éclairage

Si ma police vous était contée

tombent en panne coup sur coup ! La pression est à son comble ; Jacques Méric demande à la radio, qui a été réparée :

— Fais-moi un point sur la situation, Bernard.

— Je ne peux pas, ça pète de partout !

Le préfet est en ligne toutes les trente minutes. Il relaie les plaintes des élus, il n'y a pas de policiers chez l'un, l'autre signale des incendies... On colmate les brèches, je dois faire le point, heure par heure, pour Jacques Méric en pleine réunion au ministère de l'Intérieur. Comment être partout, face à des adversaires extrêmement mobiles alors que nous ne pouvons nous déplacer qu'en unités constituées ?

C'est l'équation, complexe, que je dois résoudre en même temps que les pannes de radio et de lumière dans notre « fourgon de commandement ».

Vers 3 heures du matin, un calme précaire s'installe, les émeutiers se dispersent, rentrent sagement au dodo. Il n'y a eu « que » quatorze voitures brûlées mais aucun blessé. Un vrai petit miracle, si j'en juge par le fourgon de police que je vois revenir chargé d'une demi-douzaine de radiateurs en fonte lancés du haut des toits des cités !

*

Le lendemain, le dimanche, un de mes hommes m'interpelle :

21 nuits, 21 jours

— Dites, patron, les CRS ils ont leurs cantines, mais nous, on n'a rien, même pas une bouteille d'eau.

L'intendance n'a pas suivi, peu habituée à gérer autant d'hommes sur le terrain. Alors je vais au supermarché avec ma femme acheter deux cents bouteilles d'eau que je distribue aux hommes exténués.

Pendant ce temps, les projecteurs sont braqués sur le 93 ; les télévisions étrangères font leurs choux gras des incendies de voitures à Clichy-sous-Bois ou aux alentours, et diffusent en boucle des images se passant de tous commentaires montrant la France à feu et à sang. On ne compte d'ailleurs plus le nombre de journalistes agressés dans nos cités HLM, et qui se présentent dans les différents commissariats du département pour déposer plainte. La France – et le monde –, découvrent que les banlieues de l'Hexagone peuvent devenir une poudrière.

2

« C'est Bagdad mon frère ! »

Cinq jours plus tard. 2 novembre 2005. Une date qui m'a particulièrement marqué. Ce soir-là un match de foot se déroule au Stade de France, une rencontre de Ligue des champions entre Lille et Manchester, rien que ça ! Violences urbaines ou pas, j'ai en charge le dispositif judiciaire de la rencontre, à savoir la prise en charge d'éventuelles interpellations de hooligans.

Or les Renseignements généraux, fidèles à leur réputation et plus réactifs sur ce thème qu'en matière de violences urbaines, font état de risques importants de troubles. Conséquence : un service de maintien de l'ordre quasiment doublé pour le bonheur de nos « hooligans » des cités. Car la radio ne cesse de cracher une suite de violences, d'incendies, non dans le stade mais en banlieue, si bien que le procureur de la République, François Molins, s'en émeut, le fait savoir et nous ordonnons aux effectifs de quitter

Extrait de la publication

Si ma police vous était contée

Saint-Denis pour rejoindre au plus vite le terrain des violences urbaines.

Cette nuit-là, cent quatre-vingt-un véhicules particuliers sont détruits par le feu, vingt-trois personnes placées en garde à vue, deux pompiers et quatre policiers blessés. À Aulnay-sous-Bois, un poste de police et un vaste garage Renault sont incendiés. À Sevran, c'est un bus dans lequel se trouve une handicapée, laquelle est grièvement brûlée ; au Blanc-Mesnil, un lycée. Une nuit de folie, de fous.

*

L'affaire du bus a marqué tout le monde, l'enquête fut un demi-succès, uniquement dû à un témoin, une personne qui n'aurait jamais brisé la loi du silence des cités, celle de la peur, si on n'avait pas pu appliquer la procédure dite du « témoignage anonyme ». Ce crime, car c'en est un, relève de la guérilla, de l'opération commando.

Vers 21 h 50, un bus des « Courriers de l'Île-de-France » – ligne 15 – roule rue Charles-Conrad à Aulnay-sous-Bois quand le chauffeur, remarquant deux poubelles en feu au milieu de la rue, stoppe et fait évacuer les passagers. C'est alors que le car est attaqué par six personnes aux visages cachés par des capuches ; l'une d'entre elles jette par la fenêtre une bouteille enflammée. Une véritable scène de far west. Les passagers s'enfuient... tous, à l'exception d'une femme handicapée. Un assaillant entre dans l'habitacle,

« *C'est Bagdad mon frère !* »

répand de l'essence sur le plancher et l'enflamme. Atteinte de graves brûlures, la malheureuse est secourue par le chauffeur qui parvient, au péril de sa vie, à l'extraire du brasier. Héros ordinaire d'une scène qui ne l'est pas.

Un témoin a donc déposé sous identité cachée. Il nous a raconté le scénario de l'attaque après avoir reçu les confidences d'un ami. Il y a eu trois interpellations, deux adultes et un mineur. Interrogés, confrontés, acculés, ils ont en partie avoué. Puis ont été présentés à la justice pour un piètre résultat : le seul condamné écoperait d'une peine de sept mois ferme pour avoir déversé de l'essence dans le bus.

*

L'affaire du garage Renault n'est pas mal aussi dans le genre : un bâtiment de plus de 1 000 mètres carrés, quatre cent cinquante véhicules partis en fumée, un préjudice de plusieurs millions d'euros.

Le même soir donc que l'attaque du bus, vers 23 heures, un agent de sécurité voit arriver un groupe d'hommes masqués sortant de la cité HLM Nouvelle-Europe. Accompagné de son chien, l'homme se dirige vers eux, mais accueilli par des jets de pierre, se réfugie dans sa voiture. Les voyous brisent les vitres du garage, lancent à l'intérieur des bouteilles incendiaires, le feu prend rapidement et la concession s'embrase.

Le gardien tente d'intervenir à nouveau. Il est alors agressé, on tente de lui voler son téléphone portable, il quitte les lieux, ne peut joindre la

Extrait de la publication

Si ma police vous était contée

police. Il se rabat sur la police municipale qui, aussi débordée que nous le sommes, est incapable d'intervenir.

Là encore, un témoin, déposant sous identité cachée, va nous être d'un grand secours. Cette affaire, raconte-t-il, a démarré dans une autre cité HLM d'Aulnay :

— Je suis venu spontanément à vous car je voudrais que les gens qui ont fait cela soient arrêtés. J'habite dans le même quartier qu'eux et maintenant, comme ils se sentent très forts et impunis, ils ont décidé de tout commander dans le quartier. Ils font du racket et menacent les gens pour que tout le monde se taise. Tout le monde a peur et personne n'ose rien dire...

— Que pouvez-vous nous dire ?

— D'abord il y a eu les émeutes à la suite des événements de Clichy. Les incidents ont commencé à Aulnay-sous-Bois quelques jours plus tard. Dans les derniers jours d'octobre, il y a eu des rassemblements de jeunes, sans incident. Ils ont stocké de l'essence qu'ils allaient acheter dans les stations avec des scooters qu'ils siphonnaient ensuite dans les caves. Ils ont pu ainsi, en faisant des rotations, emmagasiner des litres qu'ils mettaient dans des bouteilles en verre, le but étant de faire comme tout le monde et de mettre le feu à plusieurs cités. Ils l'ont fait dans un bâtiment pour faire parler d'eux. Le 1^{er} novembre, ils ont déjà mis le feu à un garage Hertz à quelques centaines de mètres de Renault après avoir cassé des vitres et volé des cigarettes et la caisse d'un café à côté. Pour entrer dans le garage Renault, ils ont brisé des vitres et sauté le grillage. Ils sont entrés dans le bâtiment, ont mis le feu avec des bouteilles d'essence puis sont ressortis

« C'est Bagdad mon frère ! »

avec un ordinateur à écran plat. Une dizaine de voitures ont cramé, j'ai tout vu de l'avenue. Tout le monde avait peur des représailles, que leurs voitures brûlent.

— *Vous parlez de jeunes, mais de qui s'agit-il exactement ?*

— *Une quinzaine, des Noirs et des Arabes de dix-huit à vingt ans environ, tous de la cité de l'Europe dont je peux vous donner six noms sans me tromper. Je suis prêt à les reconnaître sur photo. Les autres, je ne les connais pas, je pourrai les identifier si vous avez des photographies, même s'ils mettaient des écharpes ou des bonnets.*

— *Mais revenons à la soirée de l'incendie du garage, que pouvez-vous nous dire de plus ?*

— *Les jeunes se sont réunis au centre de la cité et ont mis l'éclairage public de la tour 3 en panne. Tous étaient « chauds », ils voulaient faire quelque chose de grave. M. a eu l'idée de mettre le feu, c'était le meneur et tous les autres ont été d'accord. Des gens de la cité sont intervenus pour les ramener à la raison mais sans succès. M. a continué de monter les autres.*

La suite, c'est l'incendie du garage. Mais ce que va nous apprendre le témoin nous laisse abasourdis :

— *Le lendemain, le groupe s'est reformé dans la salle Sadakka, un petit bâtiment de la cité mis à la disposition des habitants par la mairie, une salle commune. La quinzaine de jeunes était là. Ils étaient heureux et fiers de leur travail. Ils ont parlé devant tout le monde de ce qu'ils avaient fait. Ils voulaient faire encore mieux que les autres cités et, comme un entrepôt avait brûlé au Blanc-Mesnil, ils voulaient frapper encore plus fort. M., le meneur, avait dans*

Extrait de la publication

Si ma police vous était contée

l'idée de se regrouper avec la cité HLM des 3 000 pour tout casser au centre commercial Parinor. Les autres n'étaient pas d'accord car ils avaient peur des conséquences. Un des jeunes, je ne sais plus lequel, a émis l'idée de cramer le garage Toyota rue Jacques-Duclos mais cela n'a pas abouti car tous les véhicules avaient été retirés compte tenu des incendies. M. a suggéré de mettre le feu à l'usine L'Oréal (en face du garage Renault), mais ils ont tous refusé à cause des produits chimiques et parce que cela pouvait faire un nuage dangereux ou faire exploser la cité comme à Toulouse avec AZF. D'autres ont parlé de brûler la mairie d'Aulnay et le Trésor public mais c'était trop loin de la cité. Des plus grands ont réussi à les raisonner un peu...

— D'après ce que vous dites, tout cela s'est déroulé au vu et au su de tout le monde dans la cité. Pourquoi personne n'a témoigné ?

— Par peur des représailles. Ces quinze jeunes arrivent à terroriser la cité, on a tous peur. J'ai hésité avant de venir vous voir et j'ai réfléchi : c'est la seule solution. Si personne ne dit rien, ils vont continuer de plus belle. Je me suis décidé à témoigner lorsque vous m'avez expliqué que c'était anonyme. Il faut que je vous dise que plusieurs personnes ont été blessées par ces jeunes. Des gens qui travaillent, qui ont un salaire et sont rackettés sous la menace de violences.

*

Quand je revois le procès-verbal de son audition, je ne peux m'empêcher d'arborer un sourire crispé : « Le témoignage sous X » a fait, fait toujours et fera débat longtemps. J'en suis un chaud

« C'est Bagdad mon frère ! »

partisan et ai eu l'occasion de m'en entretenir à plusieurs reprises avec des magistrats, lesquels le sont beaucoup moins, estimant que ce n'est pas suffisant pour aboutir à une condamnation.

Certes.

Mais que faire d'autre s'il n'y a que cela pour entamer des investigations, et je précise bien entamer, face à un silence plus lourd qu'une chape de plomb ?

J'ai souvent rencontré des difficultés pour obtenir l'autorisation d'enregistrer ce type de témoignage, auprès de certains juges, dont les raisons n'étaient pas toujours claires ou motivées. Et que dire de ces avocats qui mettent tout leur talent à contester cette disposition et dissuader d'éventuels témoins, plus préoccupés d'obtenir par tous moyens la relaxe de leurs clients que de penser un instant au devoir de vérité ? Comment ne pas comprendre qu'un citoyen lambda d'une cité HLM n'ait que cette issue pour collaborer avec nous sans mettre en danger lui et sa famille ? Comment être d'accord avec cette remarque d'un avocat en cour d'assises : « Un témoignage sous X est un sous-témoignage qui engendre une sous-justice » ? J'enrage en l'entendant !

*

Le groupe identifié par notre monsieur X a été mis sous surveillance : écoutes téléphoniques et filatures. Enfin, nous ciblons une douzaine de personnes. Quatre mois plus tard, c'est le coup de filet.

Extrait de la publication

